

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 31/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

WIENERBERGER

WIENERBERGER
rue du Canal
67204 ACHENHEIM

Code AIOT : 0006700021

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement WIENERBERGER implanté lieux-dits KAESBERG et SPRECHT - 67330 BOUXWILLER.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WIENERBERGER
- lieux-dits KAESBERG et SPRECHT - 67330 BOUXWILLER
- Code AIOT : 0006700021
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société WIENERBERGER exploite depuis 2009 une carrière de loess sur une superficie de 4 ha 22 a 58 ca située sur le territoire de la commune de Bouxwiller dans le département du Bas-Rhin (67). La carrière est exploitée depuis 1976 et est actuellement autorisée par l'Arrêté Préfectoral daté du 08/07/2004 modifié pour une durée de 22 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 08/04/2004, article 16	Demande d'action corrective	2 mois
5	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 08/04/2004, article 23.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 08/04/2004, article 1	Sans objet
2	Extraction	Arrêté Préfectoral du 08/04/2004, article 15	Sans objet
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/04/2004, articles 17 à 18	Sans objet
6	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	Sans objet
7	Plan de gestion des déchets - conformité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 01/10/2025 a permis de relever deux non-conformités aux prescriptions établies pour l'exploitation de la carrière. Les enjeux concernés sont la traçabilité et la mémoire des déchets terreux admis en remblais sur le site et la sécurité des personnes présentes sur le site. L'inspection propose au préfet la demande d'actions correctives, dans un délai de deux mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2004, article 1
Thèmes : Autre, Exploitation des installations - carrière
Prescription contrôlée : L'établissement comprend les installations classées (...) : Carrière (...) tonnage annuel maximal à extraire : 15 000 t quantité totale autorisée à extraire : 330 000 t
Constats : L'exploitant déclare un tonnage d'extraction conforme à son autorisation, soit 15 000 t. L'exploitant a déposé, le 20/08/2025, un dossier de demande de prolongation de 3 ans, pour le défrètement complet du gisement autorisé et valorisable.
Type de suite proposée : Sans suite

N° 2 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2004, article 15
Thèmes : Autre, Extraction
Prescription contrôlée : L'exploitation a lieu exclusivement à sec jusqu'à une profondeur maximale de 8 mètres. La pente maximale du front s'établit à 30° par rapport à l'horizontale. La hauteur maximale d'un front n'excédera pas 5 mètres. Chaque front est séparé de l'autre par une banquette d'une largeur minimale de 5 mètres.
Constats : Les fronts de taille, talus et banquettes n'appellent pas de remarque de l'inspection.
Type de suite proposée : Sans suite

N° 3 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2004, article 16
Thèmes : Autre, Remblayage
Prescription contrôlée : Les seuls matériaux autorisés pour le remblayage sont des matériaux inertes issus de chantiers de terrassement. Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les matériaux de démolition, les matériaux en provenance de sites susceptibles d'avoir reçu des pollutions, les déchets d'origine industrielle, les matériaux putrescibles (bois, papier, cartons, déchets verts...) matières plastiques et métaux sont interdits. Les matériaux destinés à la remise en état du site ne sont pas bennés directement en fond de fouille. Ils sont d'abord déversés sur une aire aménagée à cet effet permettant au personnel de la société d'effectuer un contrôle visuel. Les apports de matériaux extérieurs au site sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés, ainsi qu'un plan topographique quadrillé permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.
Constats : Les déblais terreux constatés sur le site lors de la visite n'appellent pas de remarque de l'inspection. L'exploitant a adressé à l'inspection le registre des déchets terreux admis en remblais sur l'emprise de la carrière. Le registre de l'exploitant ne précise pas, notamment : <ul style="list-style-type: none">• la provenance des déchets (localisation du chantier d'excavation),• le code déchet,• pour un lot, la quantité des déblais accueillis.

L'inspection propose la demande d'action corrective à l'exploitant, dans un délai de deux mois pour la mise en conformité du registre des déchets accueillis sur le site aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 *fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.*

Type de suite proposées : Avec suites

Proposition de suite : Demande d'action corrective

Proposition de délai : 2 mois

N° 4 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2004, articles 17 à 18

Thèmes : Autre, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Article 17 - CONTENU

Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000ème, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates des levés,
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,
- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité définies à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,
- l'emplacement exact du bornage,
- la position des dispositifs de clôture,
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation (selon le contexte).

Article 18 - MISE À JOUR

Le plan est mis à jour au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent pour l'ensemble des éléments visés à l'article 17.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan d'exploitation tracé sur les levés topographiques

datés du 26/06/2025.

Le plan d'exploitation n'appelle pas de remarque de l'inspection.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 5 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2004, article 23.2

Thèmes : Autre, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Le fond de fouille de la carrière aura une pente suffisante pour permettre aux eaux superficielles de s'écouler jusqu'au fossé de recueillement au pied des fronts d'extraction.

Une pompe refoule les eaux vers le fossé d'évacuation situé le long de la piste. Ce fossé d'évacuation est relié au réseau existant en dehors de la carrière.

L'ensemble des fossés est surveillé et entretenu régulièrement par le responsable du site afin d'en assurer le bon fonctionnement.

L'exploitant réalise un bassin de décantation de 25 mètres x 5 mètres d'une profondeur de 2 mètres soit 250 m³. Ce bassin sera clôturé par un grillage de 2 mètres de hauteur, avec signalisation des risques de noyade et d'enlèvement.

Il est régulièrement entretenu.

Constats :

Le fond de fouille constitue le bassin de décantation des eaux pluviales.

L'exutoire passif vers le fossé extérieur est une tranchée en dévers.

L'exploitant met en place une pompe pour assécher le fond de fouille pour les campagnes d'extraction.

Sur la décantation, le dispositif n'appelle pas de remarque de l'inspection.

Le fond de fouille n'est pas clôturé. L'exploitant a disposé des signalisations de danger de noyade et deux bouées de sauvetage aux abords des dangers situés en haut du front de taille et au niveau émergé du fond de fosse.

L'exploitant indique qu'il va installer des barrières de chantier pour clôturer le bassin.

L'inspection propose la demande d'action corrective à l'exploitant, dans un délai de deux mois.

Type de suite proposée : Avec suites

Proposition de suite : Demande d'action corrective

Proposition de délai : 2 mois

N° 6 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I

Thèmes : Autre, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction

Prescription contrôlée :

On entend par zone de stockage :

- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de

confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.

Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.

On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).

Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.

Constats :

Les déchets d'extraction inertes sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état.

La gestion des déchets d'extraction n'appelle pas de remarques de l'inspection.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 7 : Plan de gestion des déchets - conformité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

Thèmes : Autre, Présence d'un PGD de moins de 5 ans et cohérence PGD / terrain

Prescription contrôlée :

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets.

Constats :

A la suite de la visite, l'exploitant a adressé à l'inspection le Plan de Gestion des Déchets d'Extraction (PGDE).

Le PGDE n'appelle pas de remarque de l'inspection.

Type de suite proposée : Sans suite
